



**N° consultation : 2023EFSIDFR827**

---

**Etablissement français du sang – Ile-de-France**

Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine

## **PRESTATIONS DE MAINTENANCE IMMOBILIERE DES BATIMENTS**

**Appel d'offres ouvert**

Articles L2124-2, R2124-1, R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>4</b>
<b>2. PRESENTATION DE L'EFS</b>	<b>4</b>
<b>2.1. Les missions principales de l'EFS</b>	<b>5</b>
2.1.1. Le prélèvement	5
2.1.2. La préparation	5
2.1.3. Le contrôle qualité	6
2.1.4. La qualification des dons	6
2.1.5. La distribution et la délivrance	6
<b>2.2. Les autres missions de l'EFS</b>	<b>6</b>
<b>2.3. L'organisation de l'EFS</b>	<b>6</b>
<b>3. OBJET</b>	<b>7</b>
<b>4. ALLOTISSEMENT</b>	<b>8</b>
<b>5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>5.1. Demande d'intervention</b>	<b>8</b>
<b>5.2. Niveaux d'intervention et déclenchement des Prestations</b>	<b>9</b>
5.2.1. Niveau 1 – Prestations programmables annuelles	9
5.2.2. Niveau 2 – Prestations programmables à échéance courte	9
5.2.3. Niveau 3 – Prestations urgentes	9
5.2.4. Niveau 4 (lot n°3) – Prestations d'astreinte	10
<b>5.3. Déroulement d'un chantier</b>	<b>10</b>
<b>6. DESCRIPTIF DE CHAQUE LOT</b>	<b>11</b>
<b>6.1. Lot n°1 – Plafonds – Doublages – Cloisons – Peintures – Revêtements muraux intérieurs – Faïences – Sols souples – Carrelages</b>	<b>11</b>
6.1.1. Cloisons – Doublages – Plafonds suspendus	11
6.1.2. Peinture – Revêtements muraux intérieurs	13
6.1.3. Carrelage – Faïence	16
6.1.4. Revêtement de sols souples	17
<b>6.2. Lot n°2 – Menuiseries intérieures – Menuiseries extérieures</b>	<b>19</b>
6.2.1. Menuiseries intérieures - Vitrerie	19
6.2.2. Menuiseries extérieures	21
<b>6.3. Lot n°3 – Electricité courants forts et faibles</b>	<b>23</b>

<b>6.4. Lot n°4 – Plomberies – Sanitaires</b>	<b>27</b>
<b>6.5. Lot n°5 – Démolitions – Maçonneries</b>	<b>31</b>
<b>7. SURVEILLANCE DES CHANTIERS</b>	<b>33</b>
<b>8. POLITIQUE QUALITE DE L'EFS-IDF</b>	<b>33</b>
<b>9. DELAIS APPLICABLES</b>	<b>34</b>
<b>10. PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS</b>	<b>34</b>
<b>10.1. Plan de prévention</b>	<b>34</b>
<b>10.2. Equipements de protection</b>	<b>34</b>
<b>10.3. Réalisation d'intervention par points chauds et permis de feu</b>	<b>34</b>

## 1. DEFINITIONS

- « **ANSM** » : l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
- « **Bons de commande** » : les commandes passées sur le fondement de l'Accord-cadre
- « **BPU** » : le bordereau de prix unitaires
- « **CCAP** » : le cahier des clauses administratives particulières du Marché
- « **CCTP** » : le présent cahier des clauses techniques particulières du Marché
- « **COFRAC** » : le Comité français d'accréditation
- « **CSTB** » : le centre scientifique et technique du bâtiment
- « **DDASS** » : la direction départementale des affaires sanitaires et sociales
- « **DDE** » : la direction départementale de l'équipement
- « **DTU** » : les documents techniques unifiés
- « **EFS** » : l'Etablissement français du sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer
- « **EFS-IDF** » : l'ETS d'Ile-de-France
- « **EPC** » : équipements de protection collective
- « **EPI** » : équipements de protection individuelle
- « **ERP** » : établissements recevant du public
- « **ETS** » : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des Marchés publics de l'EFS
- « **Marché** » ou « **Accord-cadre** » : le présent marché public, constitué des pièces contractuelles énumérées au CCAP
- « **NCR** » : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles
- « **Prestations** » : les prestations (services, fourniture et travaux) objets du Marché définies au CCTP
- « **PSL** » : les produits sanguins labiles
- « **REEF** » : le référentiel technique et réglementaire du bâtiment
- « **RNE** » : le registre national des entreprises
- « **ST** » : les services techniques de l'EFS-IDF
- « **Titulaire** » : le soumissionnaire auquel l'EFS-IDF a notifié le Marché
- « **UPEC** » : classement évaluant les revêtements de sol selon 4 critères (l'usure, le poinçonnement, l'étanchéité, la chimie)

## 2. PRESENTATION DE L'EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l'EFS est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques

par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

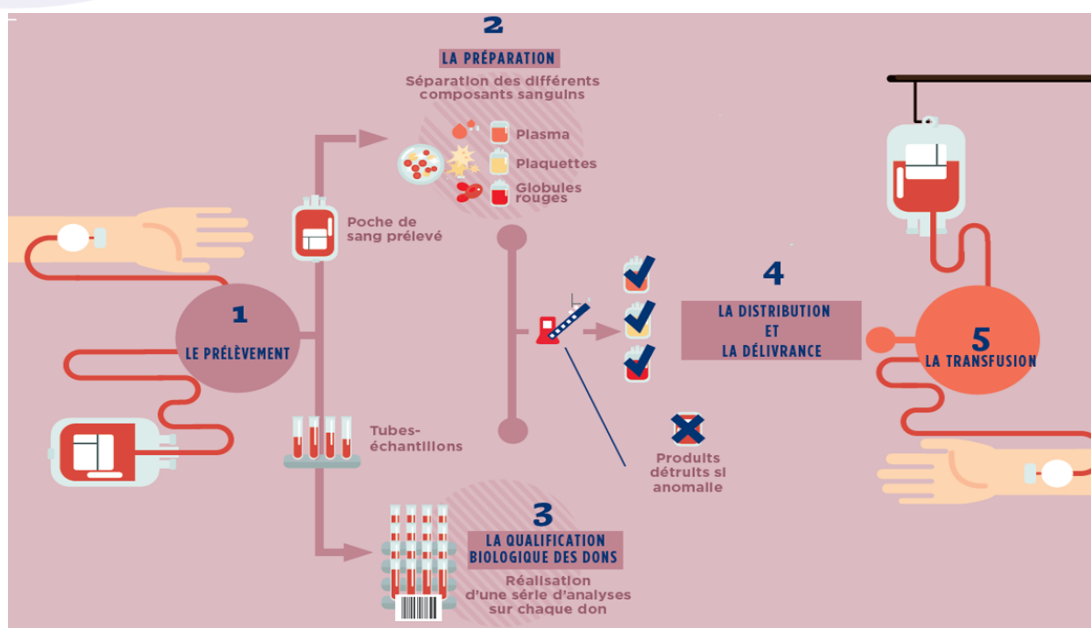
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## 2.1. Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d'une poche de sang (ci-dessus)*

### 2.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### 2.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### **2.1.3. Le contrôle qualité**

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### **2.1.4. La qualification des dons**

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### **2.1.5. La distribution et la délivrance**

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## **2.2. Les autres missions de l'EFS**

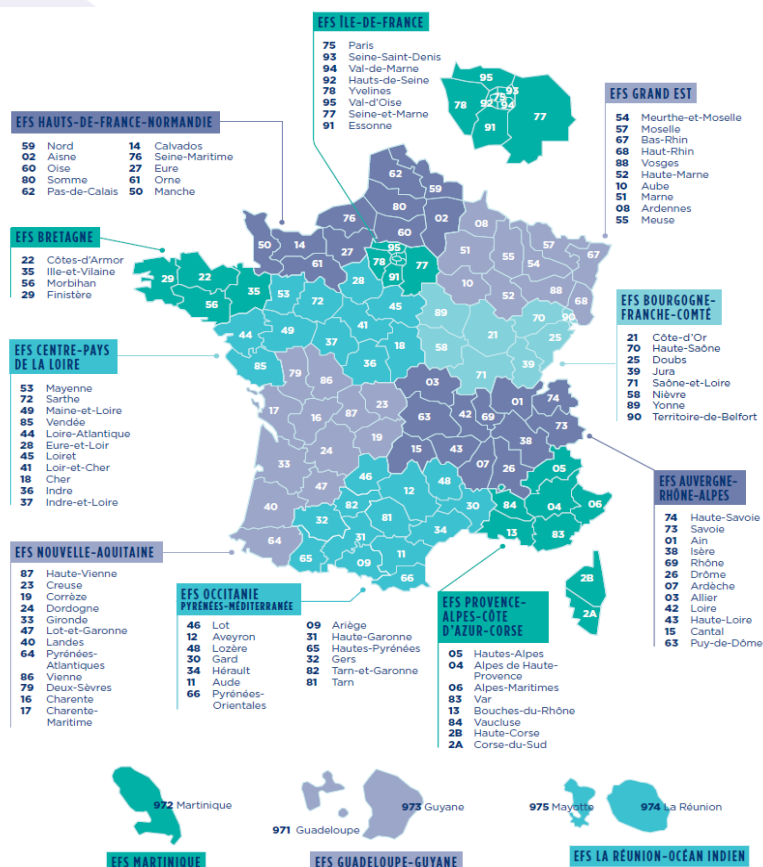
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## **2.3. L'organisation de l'EFS**

L'EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l'ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l'EFS-IDF.

### 3. OBJET

Le Marché a pour objet les prestations de maintenance immobilière des bâtiments de l'EFS-IDF.

Ces Prestations sont organisées par les ST de l'EFS-IDF au fur et à mesure de la survenance d'un besoin, afin de traiter de façon quasi exhaustive, tout en respectant les budgets, les aspects suivants :

- Les mises en conformité des locaux et des installations (levée des réserves liées au contrôles périodique de type COFRAC, ANSM, organismes de contrôles divers...) et les Prestations de « confort » ne remettant pas en cause les flux ou l'organisation de fond d'un site ; il s'agit **des Prestations programmables annuelles** ;
- Les demandes d'interventions ponctuelles, aléatoires et non urgentes ; il s'agit des **Prestations programmables à échéance courte** ;
- Les éventuelles **Prestations à réaliser en « urgence »** pour rétablir le désordre dû à un sinistre ou l'installation d'un nouvel équipement non prévu.

Les interventions dites « urgentes » peuvent survenir dans les cas listés ci-après :

- Des locaux ou des installations ne répondant plus à la sécurité des personnes et/ou des biens ;
- Un incident dégradant la sécurité des personnes et/ou des biens ;
- Un incident ne permettant plus d'exploiter les locaux et/ou les installations techniques ;

- Un incident mettant en péril les PSL (exemple : fuite d'eau dans un local contenant des enceintes thermostatées) ;
- Les **Prestations en astreinte**, Prestations à réaliser en « urgence » spécifiques au lot n° 3.

Sont exclues du champ d'application de l'Accord-cadre, toutes les opérations de construction et de rénovation complète d'un site ou d'un secteur, toutes les opérations liées à une réorganisation fondamentale des flux liées aux activités de laboratoire d'un site.

La maîtrise d'œuvre et la coordination des Prestations d'entretien sont assumées par les ST.

La liste des sites concernés par le Marché figure à l'annexe 1 du CCTP.

Cette liste est non exhaustive et peut être amenée à évoluer (ouverture et fermeture de tout ou partie d'un site) en fonction de l'évolution de l'activité de l'EFS-IDF, dans les conditions prévues au CCAP.

## 4. ALLOTISSEMENT

Les Prestations sont alloties comme suit :

- Lot n° 1 : Prestations de maintenance immobilière des bâtiments en matière de plafonds, doublages, cloisons, peintures, revêtements muraux intérieurs, faïences, sols souples et carrelages ;
- Lot n° 2 : Prestations de maintenance immobilière des bâtiments en matière de menuiseries intérieures, menuiseries extérieures et vitreries ;
- Lot n° 3 : Prestations de maintenance immobilière des bâtiments en matière d'électricité courants fort et faibles ;
- Lot n° 4 : Prestations de maintenance immobilière des bâtiments en matière de plomberies et sanitaires ;
- Lot n° 5 : Prestations de maintenance immobilière des bâtiments en matière de démolitions et de maçonneries ;

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un Accord-cadre multi-attributaires dont les conditions d'exécution sont fixées dans le CCAP.

## 5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 5.1. Demande d'intervention

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec l'EFS-IDF ainsi qu'un suppléant en cas d'absence de ce premier. Il désigne également les membres de son personnel responsables du déploiement.

Le Titulaire s'assure que l'adresse électronique communiquée à l'EFS-IDF est fiable. Le Titulaire ne peut se prévaloir d'un défaut de sa messagerie électronique pour se soustraire à une quelconque demande d'intervention de l'EFS-IDF.

En cas de changement de son représentant, il s'engage à communiquer dans les plus brefs délais.



## 5.2. Niveaux d'intervention et déclenchement des Prestations

Les Prestations attendues sont réparties selon trois niveaux d'intervention. Seul le lot n°3 dispose d'un quatrième niveau d'intervention. Les quatre niveaux sont décrits ci-après :

### 5.2.1. Niveau 1 – Prestations programmables annuelles

Les Prestations programmables annuelles sont présentées au Titulaire de rang 1 au 1er trimestre de l'année civile. Le second trimestre de l'année permet au Titulaire de rang 1 de visiter les sites pour réaliser par devis détaillé un chiffrage des Prestations. Ce chiffrage est communiqué au plus tard le dernier mois du 2nd trimestre de l'année. Sous réserve des budgets alloués, les ST engagent la réalisation des Prestations sur le dernier semestre de l'année. Le calendrier d'intervention est alors convenu conjointement entre l'EFS-IDF et le Titulaire de rang 1 et un Bon de commande sous forme de commande comptable est émis pour engagement des réalisations.

### 5.2.2. Niveau 2 – Prestations programmables à échéance courte

Les Prestations programmables à échéance courte sont déclenchées par une demande des ST (par mail) au Titulaire. Cette demande comprend un descriptif des Prestations, le site concerné, la durée prévisionnelle ou date cible incluant l'admission des Prestations.

A réception de la demande par le Titulaire, ce dernier dispose de 5 jours ouvrés pour proposer un rendez-vous sur le site concerné.

A l'issue de cette réunion, le Titulaire adresse sous 5 jours ouvrés au plus, aux ST de l'EFS-IDF, un devis détaillé.

Le devis détaillé doit comprendre :

- La liste des Prestations à réaliser, la liste des équipements et matériaux qui sont utilisés ainsi que la méthodologie d'intervention sur site ;
- Le montant global de la prestation avec le sous-détail des prix unitaires.

Après acceptation du devis par les ST sous 5 jours ouvrés, l'EFS-IDF adresse au Titulaire un Bon de commande sous forme de commande comptable.

### 5.2.3. Niveau 3 – Prestations urgentes

Pour les Prestations urgentes, les ST assurent des interventions correctives 24h/24 et 7j/7 sur l'ensemble des établissements de l'EFS-IDF. La nature des interventions par les ST est multitechnique et reste dans la limite des connaissances techniques de l'intervenant des ST. Une intervention du Titulaire peut être déclenchée 24h/24 et 7j/7 afin de compléter (ou de pallier) les actions menées par les ST.

Pour ces Prestations, le délai d'intervention ne permet pas l'émission préalable d'une commande comptable. Le Titulaire est tenu d'intervenir dans le délai de 24 heures, après une prise de contact téléphonique et après émission d'un mail établi par un des représentants des ST.

En fonction de la nature des Prestations à réaliser, des constatations contradictoires sont faites sur site pour s'assurer que les prescriptions demandées ont été correctement réalisées par le Titulaire et permettent en outre de déterminer le chiffrage du coût de ces Prestations sur la base du BPU.

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le responsable des services techniques de l'EFS-IDF ou son suppléant et signé par lui et par le représentant du Titulaire. Si ce dernier refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention dans le constat. Un exemplaire lui est remis.

#### **5.2.4. Niveau 4 (lot n°3) – Prestations d'astreinte**

Pour les Prestations d'astreinte du lot n°3, les modalités et conditions de déclenchement d'une intervention sont identiques à celles décrites pour les Prestations urgentes. Seuls les délais d'intervention et de remise en état sont spécifiques :

- Délai d'intervention (à compter de la réception de l'information) : sous 4 heures.
- Délai de remise en état provisoire (besoin de changement de pièce / matériel) ou définitive (absence de changement de pièce / matériel) : 24 heures.

Dans le cas d'un remplacement de pièce, le Titulaire justifie par des explications précises du délai d'approvisionnement sous peine d'application d'une pénalité pour mauvaise exécution.

### **5.3. Déroulement d'un chantier**

L'exécution des Prestations répond aux généralités décrites ci-après.

Pendant le chantier, les Prestations font l'objet d'un suivi régulier par un des représentants des ST qui peut prescrire des modifications ou des Prestations supplémentaires.

Pour les prestations programmables, le Titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques prévues dans la proposition chiffrée qui a été préalablement validée par l'EFS-IDF.

Sur injonction de l'un des représentants des ST sur demande, et dans le délai fixé par cette demande, le Titulaire est tenu de reprendre les Prestations qui ne sont pas conformes à la proposition chiffrée pour les mettre en conformité.

Toute prestation supplémentaire effectuée sur demande par quiconque d'autre n'appartenant pas aux ST de l'EFS-IDF n'est pas régie au Titulaire.

Le Titulaire prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel de l'EFS-IDF et du Titulaire qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'EFS-IDF.

Le Titulaire prend toutes les dispositions pour créer un minimum de gêne au niveau des usagers lors des Prestations.

Le Titulaire prend sur le chantier toutes les mesures de protection des locaux et des équipements propres à éviter leur dégradation.

Le Titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et évacuation des déchets créés par les Prestations vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Afin de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire fournit au représentant des ST les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans la proposition chiffrée, le Titulaire ne peut la modifier que si le représentant des ST l'y autorise par écrit.

Le Titulaire est représenté par une personne accréditée à tous les rendez-vous de chantier si les prestations à réaliser nécessitent la mise en œuvre de rendez-vous.

Une fois les Prestations terminées, le Titulaire exécute le nettoyage des salissures occasionnées par son intervention, en particulier l'enlèvement des déchets.

Il assure également le nettoyage final « avant admission » sans pour autant se substituer aux nettoyages propres à chaque corps d'état pour les Prestations qui le concernent et qui doivent être effectuées avant son intervention.

Pour les Prestations à réaliser en situation d'urgence ou d'astreinte, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et techniques dans les conditions décrites dans son mémoire technique.

La mise en œuvre des matériaux est effectuée dans les règles de l'art et selon les prescriptions des fabricants pour les ouvrages particuliers ou préfabriqués.

Cette mise en œuvre est particulièrement soignée afin de respecter les affaiblissements thermiques, phoniques et les degrés coupe-feu.

## **6. DESCRIPTIF DE CHAQUE LOT**

### **6.1. Lot n°1 – Plafonds – Doublages – Cloisons – Peintures – Revêtements muraux intérieurs – Faïences – Sols souples – Carrelages**

#### **6.1.1. Cloisons – Doublages – Plafonds suspendus**

Les Prestations du présent lot sont détaillées par corps d'état comme suit et sont dénommées sous-lots.

##### **6.1.1.1. Nature des Prestations**

La nature des Prestations à réaliser en matière de cloisons, doublages et plafonds suspendus portent principalement sur les postes suivants :

- La dépose de faux-plafonds suspendus avec évacuation ou stockage ;
- La démolition de cloisons en plâtre ou de murs maçonnés y compris l'évacuation des déchets en décharge publique ;
- La démolition de doublages en matériaux de toute nature y compris l'évacuation des déchets en décharge publique ;
- La fourniture et pose de plafonds suspendus en dalles minérales ;
- La fourniture et pose de plafonds suspendus en éléments modulaires métalliques ;
- La fourniture et pose d'isolations acoustiques ou thermiques complémentaires ;
- La fourniture et mise en œuvre de cloison alvéolaire ou plaque de plâtre sur ossature dont ossature acoustique ;
- La fourniture et mise en œuvre de contre cloison de doublage ;
- La fourniture et mise en œuvre de conduit de ventilation et désenfumage ;
- La fourniture et pose de cloisons de distributions amovibles pleines ou vitrées et de blocs-portes ;

- Toutes Prestations prévues au BPU du lot n° 1 correspondant au sous-lot intitulé « Cloisons - Doublages - Plafonds suspendus ».

Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux non conservés pour les besoins de l'EFS-IDF et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des matériaux du présent sous-lot avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

#### 6.1.1.2. Documents généraux de référence

Le Titulaire du présent sous-lot se conforme aux prescriptions des DTU et normes françaises en vigueur qui concernent les ouvrages dont il a la charge notamment :

- Normes et règlements du REEF,
- NF DTU 25.31, 25.41 et 25.42,
- NF DTU 58.1

Cette liste n'est en aucun cas limitative.

#### 6.1.1.3. Mise en œuvre des matériaux

La mise en œuvre des matériaux est effectuée dans les règles de l'art et selon les prescriptions des fabricants pour les ouvrages particuliers ou préfabriqués.

Elle est particulièrement soignée afin de respecter les affaiblissements thermiques, phoniques et les degrés coupe-feu.

Nota : compte-tenu de leur sensibilité et de la nécessité d'éviter ou de corriger immédiatement d'éventuelles malfaçons, les opérations de réception des joints et enduits de finition sont réalisées au plus tard dans la journée de leur pose en présence du Titulaire et d'un représentant des ST.

#### 6.1.1.4. Chiffrage des ouvrages

Toutes les évaluations unitaires définies ci-dessus sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées ;
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article ;
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires, la manipulation des mobiliers ;
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales ;
- Les frais d'installation, de dépose, de double transport ou la location de matériels ;
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage...

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP ;
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution telles que le levage à l'aide de matériel spécial, pose nécessitant une installation spécifique, etc.

### 6.1.2. Peinture – Revêtements muraux intérieurs

#### 6.1.2.1. Nature des Prestations

La nature des Prestations à réaliser en matière de peinture et de revêtements muraux intérieurs portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La dépose de revêtements existants y compris l'évacuation des déchets en décharge publique,
- La préparation des supports sur murs et plafonds, sur boiseries, sur radiateurs et tuyauterie, sur ouvrages métalliques,
- La finition peinture,
- La fourniture et pose de papier peint, de textile, de toile de verre, de crépis à peindre,
- Le balayage, dégraissage le cas échéant et fourniture et application de 2 couches de peinture à base de résine y compris toutes autres sujétions sur sol,
- L'installation et le repliement d'un échafaudage roulant léger ou fixe,
- Toutes prestations prévues au BPU du lot n° 1 correspondant au sous-lot intitulé « Peinture – Revêtement muraux intérieurs ».

Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux existants s'ils sont non conformes, et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des matériaux du sous-lot « Peinture – Revêtements muraux intérieurs » avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

Suivant les cas, ces Prestations peuvent comprendre :

- La reprise des plâtres en mauvais état,
- La fourniture et l'application de peinture sur plafonds, parois verticales, menuiseries en bois et métalliques, lambris, radiateurs, divers (cache-radiateur, coffres, rampes...),
- La fourniture et l'application de vernis sur boiseries,
- La fourniture et la pose de revêtement mural,
- Le déplacement du mobilier, sa protection et sa remise en place.

Dans tous les cas, les ouvrages sont réalisés en conformité avec la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

#### 6.1.2.2. Documents généraux de référence

- DTU publiés par le CSTB et normes et plus particulièrement :
  1. DTU 59.1 Peinturage,
  2. DTU 59.2 Revêtements plastiques épais sur béton et enduits à base de liants hydrauliques,

3. DTU 59.3 Peinture des sols,
  4. DTU 55.2 Revêtements muraux attachés en pierre mince.
- Normes et règles publiées par le CSTB et plus particulièrement :
    1. NF T 30-608 Enduits de peinture pour Prestations intérieurs – Spécifications,
    2. T 30-805 Peintures - Guide relatif aux produits de peinture utilisés dans les Prestations de peinturage du bâtiment,
    3. T 30-806 Prestations de peinturage des bâtiments - Schéma de contrat d'entretien périodique,
    4. NF T 31-004 Pigments - Minium pour peintures,
    5. NF T 36-005 Classification des peintures, vernis et des produits connexes,
    6. NF EN 235 Revêtements muraux en rouleaux - Vocabulaire et symboles,
    7. NF EN 233 Revêtements muraux en rouleaux - Spécifications des papiers peints finis, des revêtements muraux vinyles et en plastique,
    8. NF EN 266 Revêtements muraux en rouleaux - Spécifications pour revêtements muraux textiles,
    9. NF EN 259 Revêtements muraux en rouleaux - Spécifications pour revêtements muraux à usage intense.
  - Certifications publiées par le CSTB.

#### 6.1.2.3. Ouvrages préparatoires

Les ouvrages préparatoires comprennent tous les ouvrages traditionnels à la demande des subjectiles et nécessaires pour une parfaite réception des peintures, soit notamment :

- Les différentes opérations désignées : dépoussiérage, brossage, égrenage, ponçage,
- Les rebouchages au mastic,
- Les enduits en plein, ordinaires ou repassés soignés.

Les impressions ou couches primaires à l'huile ou spéciale (antirouille).

Les ouvrages préparatoires comprennent en outre, pour les ouvrages en peinture spéciale (glycérophthalique, vinylique), le rebouchage et enduit en pâte spéciale présentant les qualités requises par le type de peinture de finition et suivant le subjectile (mastic et pâtes spéciales).

L'exécution se fera suivant les prescriptions des cahiers CSTB - DTU N° 59.

#### 6.1.2.4. Ouvrages accessoires – Rechampissage – Sujétions particulières

Toutes protections et rechampissage sont dus en particulier :

- Pour les boiseries destinées à être vernies,
- Pour les peintures sur parois enduites au droit des plinthes céramiques et des revêtements de faïence.

Précautions spéciales à observer en ce qui concerne les blocs-portes : pas de surépaisseurs anormales dans les feuillures, serrures à ne pas obturer.

Tons définitifs et grains des épidermes à déterminer au préalable sur des surfaces témoins à soumettre aux ST.

Emploi de coloris vifs, couleurs fines avec tous les rechampissages et changements de ton s'il y a lieu, à la demande des ST.

Protection des ouvrages des autres corps d'état lors des Prestations de peinture (responsabilité du peintre en ce qui concerne les tâches).

Nettoyage des locaux (sols, appareils sanitaires, robinetterie, interrupteurs...) à l'achèvement de tous les Prestations et pour les opérations de réception provisoire.

Le Marché comporte, en outre, tous frais accessoires, notamment pour l'emploi d'échelles, échafaudages, dégonflages, repérages, regonflages des portes.

#### 6.1.2.5. Provenance des produits

Les produits (mastic, enduits, peinture) respectent la réglementation en vigueur. Ils portent la marque du fabricant, le mode et les conditions d'emploi ainsi que la garantie de celui-ci.

Les ST se réservent le droit de faire exécuter tous prélèvements pour analyse des matériaux employés et de refuser ceux qui ne lui paraîtraient pas convenir, ainsi que de faire refaire aux frais du Titulaire les ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés avec des produits défectueux.

#### 6.1.2.6. Locaux recevant du public

Sont autorisés les revêtements muraux M0, M1 et M2 mais, en application de l'arrêté du 4 novembre 1975 portant réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public, il est interdit d'utiliser des matériaux M2 susceptibles de libérer plus de 5 g d'acide cyanhydrique ou 25 g d'acide chlorhydrique par mètre cube de local.

De manière générale, le Titulaire applique la réglementation applicable aux établissements recevant du public dans le choix et la mise en œuvre des matériaux et matériels utilisés.

#### 6.1.2.7. Chiffrage des ouvrages

Toutes les évaluations unitaires du présent sous-lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires, manipulation des mobiliers,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installation, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage, ainsi que la reprise en compte des vieux métaux.



A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution telles que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant l'installation d'échafaudage spécifique, etc.

### 6.1.3. Carrelage – Faïence

#### 6.1.3.1. Nature des Prestations

La nature des Prestations à réaliser en matière de carrelage et de faïence portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- Des Prestations préparatoires, piochage d'enduit plâtre, redressement de sol, redressement de mur, enduit ciment,
- La préparation des supports et ouvrages accessoires,
- La fourniture et pose de carrelage au sol, carrelage grès cérame, carrelage en carreaux de grès cérame antidérapant, ouvrage accessoire de carrelage,
- La fourniture et pose de carrelage sur escalier,
- La fourniture et pose de plinthes,
- La fourniture et pose de carrelage mural, revêtement mural en carreaux de faïence à divers coloris, accessoire de carrelage mural, accessoire sanitaire, joint d'étanchéité,
- Toutes prestations prévues au BPU du lot n° 1 correspondant au sous-lot intitulé « Carrelage – Faïence ».
- Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux existants s'ils sont non conformes, et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des matériaux du sous-lot « Carrelage – Faïence » avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

#### 6.1.3.2. Documents généraux de référence

Le Titulaire se conforme aux prescriptions des DTU et normes françaises en vigueur qui concernent les ouvrages dont il a la charge, notamment :

- Normes et règlements du REEF,
- DTU 25.31, 25.41 et 25.42,
- DTU 58.1.

Cette liste n'est en aucun cas limitative.

#### 6.1.3.3. Mise en œuvre des matériaux

Compte-tenu de la nécessité d'éviter ou de corriger immédiatement d'éventuelles malfaçons, les opérations de réception des joints et enduits de finition sont réalisées au plus tard dans la journée de leur pose en présence du Titulaire et d'un représentant des ST.



#### 6.1.3.4. Chiffrage des ouvrages

Toutes les évaluations unitaires du présent sous-lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux quelle que soit leur nature,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires, manipulation des mobiliers,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installation, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tel que le levage à l'aide de matériel spécial, pose nécessitant une installation spécifique, etc.

#### 6.1.4. Revêtement de sols souples

##### 6.1.4.1. Nature des Prestations

La nature des Prestations à réaliser en matière de revêtement de sols souples portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La dépose de revêtement de tous types sols souples collés au sol ou au mur, de bandes vissées, seuil, plinthes, joints de dilatation, nez de marches,
- La fourniture et la préparation pour revêtement de sols ou de murs,
- La fourniture et la pose de revêtement de sol type moquette,
- La fourniture et la pose de revêtement de sol plastique,
- La fourniture et la pose de revêtement mural type plastique,
- La fourniture et la pose de revêtement de sol type linoléum,
- La fourniture et la pose de revêtement de sol type caoutchouc,
- La fourniture et la pose de barres de seuil, de couvre-joint de dilatation, d'accessoires divers,
- Toute prestation prévue au BPU du lot n° 1 correspondant au sous-lot intitulé « Revêtement de sols souples ».

Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux existants s'ils sont non conformes, et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des

matériaux du sous-lot « Revêtement de sols souples » avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

#### 6.1.4.2. Documents généraux de référence

Le Titulaire du présent sous-lot se conforme aux prescriptions des DTU et normes françaises en vigueur qui concernent les ouvrages dont il a la charge, notamment :

- Les documents techniques applicables aux ouvrages de revêtements de sol collés,
- Les normes françaises homologuées (NF), en particulier la norme :
  - Revêtements de sol résilients : NF EN 12466 Vocabulaire (indice de classement : P 62-000),
- Le REEF édité par le CSTB et en particulier aux prescriptions concernant les :
  - Revêtements de sols textiles,
  - Revêtements de sol plastiques collés,
- Les règles de sécurité éditées par le ministère du Travail,
- Le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.123.1 à L.123.2 et R.123.1 à R.123.55, l'arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public),
- L'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

#### 6.1.4.3. Provenance des produits

Les matériaux de sols plastiques et les résilients mis en œuvre ont un P.V. de mesure de la valeur  $\Delta L_w$ , datant de moins de 10 ans ou un contrôle d'émission acoustique (A.T. - Acoustic Emission Testing) encore valide. Ces documents sont établis par un laboratoire officiel accrédité par le RNE.

Les revêtements de sols sont couverts par un classement UPEC (ou GWC).

Les colles employées sont celles préconisées par le fabricant.

#### 6.1.4.4. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent sous-lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux pour chaque poste de Prestations,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires, manipulation des mobiliers,

- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installation, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage, liste non exhaustive.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tel que le levage à l'aide de matériel spécial, pose nécessitant une installation spécifique, etc.

## **6.2. Lot n°2 – Menuiseries intérieures – Menuiseries extérieures**

### **6.2.1. Menuiseries intérieures - Vitrerie**

#### **6.2.1.1. Nature des Prestations**

Les Prestations à réaliser en matière de menuiseries intérieures et de vitrerie portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La dépose et la révision de menuiserie et de vitrage, de vantail de porte, d'habillage d'huissierie ou de bâti, de plinthe en bois, de bâti ou de dormant, de porte intérieure avec paumelles, de verres existants, de vitrage, simple ou feuilleté y compris l'évacuation des déchets en décharge publique,
- La fourniture et pose de bloc-portes palière de logement, de bloc-portes avec blindage, de bloc-portes acoustiques, de bloc-portes de communication standard, bloc-portes pare-flammes, bloc-portes coupe-feu, de portes de placards, de plinthes et habillage, de protection murale, de quincaillerie diverse sur menuiserie bois,
- La fourniture et pose de vitrerie miroiterie, glace simple vitrage claire, glace simple vitrage argentée claire, verre imprimé simple vitrage, verre armé simple vitrage, glace à faible émissivité simple vitrage, verre feuilleté simple vitrage, verre bi feuilleté de sécurité trempé en pose verticale, garniture d'étanchéité pour vitrage simple, miroir argent clair, vitrage isolant, vitrage trempé, vitrage anti-vandalisme antieffraction, vitrage protection incendie, film sur vitrage,
- La fourniture et pose de paillasse, paillasse avec bac et point d'eau inox, résine ou céramique, paillasse sèche,
- Toute prestation prévue au BPU du lot n° 2 correspondant au sous-lot intitulé « Menuiseries intérieures - Vitrerie ».

Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux existants s'ils sont non conformes, et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des matériaux du présent sous-lot avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

#### 6.2.1.2. Documents généraux de référence

Le Titulaire du présent lot se conforme aux prescriptions des DTU et normes françaises en vigueur qui concernent les ouvrages dont il a la charge notamment :

- Les normes et règlements du REEF,
- DTU, cahier des charges et cahier des clauses générales n°36 « Menuiserie bois »,
- DTU 39 – « Vitrerie - Miroiterie »,
- Les règles d'isolation acoustique ou thermique.

Cette liste n'est en aucun cas limitative.

#### 6.2.1.3. Provenance et caractéristiques des produits

Les bois employés sont :

- Purgés d'aubier, exempts de nœuds, fentes ou autres défauts,
- De degré d'humidité inférieur à 15%,
- Traités par insecticide, fongicide et hydrofugés par trempage en atelier.

Les pièces de quincaillerie sont rendues inoxydables par cadmiage ou galvanisation et recouvertes par le label N.F. Elles sont simples, robustes et ne présentent pas d'angles vifs.

Les huisseries bois ou métalliques sont de largeur suffisante pour permettre le recouvrement complet de l'épaisseur des cloisons ou doublages avec rainures formant couvre-joints ou reçoivent des couvre-joints rapportés.

#### 6.2.1.4. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent sous-lot sont applicables à la surface, à la longueur non développée des ouvrages ou simplement à l'unité.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,
- La fourniture et la pose de, tous les accessoires nécessaires, manipulation des mobiliers,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installations, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tels que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant une installation spécifique, etc.

## 6.2.2. Menuiseries extérieures

### 6.2.2.1. Nature des Prestations

Les Prestations à réaliser en matière de menuiseries extérieures portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La dépose et la révision de vantail de porte, vantail de fenêtre, d'habillage d'huissierie ou de bâti y compris l'évacuation des déchets en décharge publique,
- Le remplacement d'une paumelle, d'une crémone, d'une pièce d'appui, d'un jet d'eau, de gâche ou de conduit de crémone, de cale anti-dégondage, de béquille double, de cylindre de serrure, de ferme, de galet pour coulissant, de fermeture française complète, de fermeture de châssis coulissant, de pivot de sol, de compas d'arrêt pour soufflet,
- La fourniture et pose de menuiserie extérieure standard bois, châssis standard ouvrant à soufflet, croisée standard ouvrante à la française, porte-croisée standard ouvrante à la française,
- La fourniture et pose de menuiserie extérieure bois exotique clair, châssis oscillo-battant, croisée châssis à 2 vantaux,
- La fourniture et pose de portes d'entrée bois du commerce, porte modèle grand jour, porte ajourée à petits carreaux, porte ajourée à barreaux bois verticaux,
- La fourniture et pose de menuiserie sur mesure ouvrant à soufflet, châssis sur mesure ouvrant à soufflet, croisée sur mesure ouvrante à la française, porte-croisée sur mesure ouvrante à la française,
- La fourniture et pose de menuiserie extérieure bois de fabrication artisanale, croisée ouvrante à la française, porte-croisée ouvrant à la française, châssis ouvrant à soufflet, châssis fixe,
- La fourniture et pose de menuiserie extérieure PVC extrude, châssis standard ouvrant à soufflet à 1 vantail, croisée standard ouvrante à la française, porte-croisée standard ouvrante à la française,
- La fourniture et pose de menuiserie en aluminium, menuiserie aluminium avec profilés série froide, menuiserie aluminium avec profilés série rupture de pont thermique, menuiserie aluminium avec profilés série mixte (réhabilitation), assemblage et façon de cintrage, ouvrages complémentaires, porte aluminium avec profilés série froide, porte aluminium avec profilés à rupture de pont thermique, seuil pour porte aluminium, serrure et quincaillerie pour porte aluminium, quincaillerie spécifique,
- Toute prestation prévue au BPU du lot n° 2 correspondant au sous-lot intitulé « Menuiseries extérieures ».

Les Prestations à exécuter comprennent le démontage et l'évacuation des matériaux existants s'ils sont non conformes, et la fourniture, le transport, la mise en place (l'application) des matériaux du présent sous-lot avec tous les accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

### 6.2.2.2. Documents généraux de référence

Le Titulaire du présent sous-lot se conforme aux prescriptions des DTU et normes françaises en vigueur qui concernent les ouvrages dont il a la charge notamment :

- Les normes et règlements du REEF ;
- DTU, Cahier des Charges et Cahier des Clauses Générales n°34B. « Menuiserie bois »,
- DTU 37.1. – Caractéristiques dimensionnelles des baies dans le gros œuvre, destinées à recevoir des menuiseries et choix des fenêtres en fonction de leur exposition,
- Les règles N.V 65 et 67 (définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions),
- Les règles d'isolation acoustique ou thermique,
- Les règles d'exécution,
- Conditions générales de fabrication et d'autocontrôle en usine des fenêtres,
- Conditions générales de mise en œuvre des fenêtres,
- Prescriptions de mise en œuvre données par les fabricants de matériaux préfabriqués.

Sont également applicables et opposables les normes relatives aux ouvrages composant le présent sous-lot (normes relatives aux dimensionnements, résistances mécaniques, propriétés physiques, stabilité des éléments, etc.).

Cette liste n'est en aucun cas limitative.

#### 6.2.2.3. Provenance et caractéristiques des produits

Les profils en aluminium utilisés sont à chambre multiples et couverts par un avis technique du CSTB.

Ces profils sont renforcés par des profilés en acier galvanisé pour les ensembles menuisés de grandes dimensions.

Les matériaux et procédés employés sur le chantier et réputés non traditionnels font l'objet d'un agrément ou d'un avis technique du CSTB.

Tous les matériaux et équipements doivent justifier des performances acoustiques en dB au bruit de trafic attestées par PV de mesures officiel.

Les dimensions des menuiseries intérieures mentionnées au présent descriptif sont celles relevées in situ et sont vérifiées par le Titulaire.

#### 6.2.2.4. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent sous-lot sont applicables à la surface, à la longueur non développée des ouvrages ou simplement à l'unité.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires, manipulation des mobiliers,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installations, de dépose, de double transport et de locations de ces matériels,

- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tels que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant une installation spécifique, etc.

### **6.3. Lot n°3 – Electricité courants forts et faibles**

#### **6.3.1.1. Nature des Prestations**

Les Prestations à réaliser en matière d'électricité courants forts et courants faibles portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La fourniture, la pose ou la dépose d'équipements :
  - Tubes, gaines, goulottes, chemins de câble,
  - Tirage de câbles,
  - Boîtes étanches,
  - Coffrets et d'armoires électriques,
  - Coffrets de sécurité,
  - Appareillages modulaires,
  - Appareillages de puissance et d'équipements,
  - Équipements de distribution et de commande,
  - Luminaires,
  - Équipements d'éclairage extérieurs,
  - Équipements d'éclairage de sécurité,
  - Équipements de réception télé et radio,
  - Équipements de gestion de l'énergie,
  - Équipements de distribution de l'heure, de sonnerie,
  - Convecteurs,
  - Equipements informatiques et téléphoniques,
  - Equipements de distribution et de commande électrique,
- La confection de liaisons équipotentielle,
- Le déplacement ou l'installation de boîtiers de sol,
- La dépose, la pose et le raccordement d'ouvrages divers,
- La réalisation de mesures diverses,
- Diverses réparations hors fournitures,



- La fourniture de tubes, gaines, goulottes, câbles, chemins de câble, tubes encastrés, tubes apparents, moulures, colonnes de distribution, cadres muraux en saillie, de protecteur de remontée souterraine, coffrets, tableaux et armoires électriques, d'appareillages modulaires, d'appareillages de puissance, convecteurs, luminaires, boîtes de dérivation, d'interrupteurs et de prises...
- Des percements et scellements,
- La confection de plans et schémas,
- Toutes prestations prévues au BPU du lot n° 3 correspondant soit à du courant fort, soit à du courant faible.

#### 6.3.1.2. Documents généraux de référence

Les prix du BPU tiennent compte :

- Des normes en vigueur,
- De la mise en œuvre suivant les règles de l'art,
- Du respect de prescriptions prévues par les DTU,
- Des règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers,
- De l'ensemble des documents et textes auxquels les ouvrages sont soumis.

Le marquage « CE » est insuffisant. Le Titulaire doit donc fournir, sur demande des ST, les certificats ou attestations de conformité aux normes.

Tous les équipements et matériels non conformes aux normes et règlements sont refusés et doivent être remplacés ou mis en conformité aux frais du Titulaire.

#### 6.3.1.3. Habilitations

En application du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, de la norme NF C15-100 et des publications UTE C18-510 et ses dérivés, le personnel doit être habilité.

Le Titulaire a dans ses effectifs du personnel en nombre suffisant, habilités dans les domaines de tension B et H.

Les Prestations ou interventions s'effectuent hors tension. Néanmoins, si les conditions d'exploitation rendent dangereuse ou impossible la mise hors tension, ou si la nature du travail requiert la présence de la tension, les Prestations sous tension sont autorisées en respectant les prescriptions décrites à l'article 50 du décret précité.

Le personnel doit avoir en sa possession son titre signé par l'employeur, valable pour la durée du Marché, précisant la codification symbolique, les domaines de tension et les ouvrages sur lesquels le Titulaire peut être appelé à intervenir, les opérations pour lesquelles le Titulaire est habilité, ainsi que tout le matériel de protection individuelle, de condamnation, de signalisation, de vérification d'absence de tension et de mise en court-circuit et à la terre.



#### 6.3.1.4. Mise en œuvre des matériaux

La mise en œuvre des équipements et matériels est effectuée dans les règles de l'art et selon les prescriptions des fabricants pour les équipements particuliers ou préfabriqués.

Tous les équipements et matériels sont fournis neufs et posés, sauf spécifications contraires. Leur mise en œuvre comprend l'implantation, le tracé, toutes les fournitures nécessaires à leur fonctionnement ainsi que toutes sujétions de mise en œuvre.

#### 6.3.1.5. Composition des ouvrages, programmation des équipements

Le parc existant étant de marque et de type variés, le Titulaire doit avoir les capacités d'intervenir sur tout matériel.

Pour les matériels communicants, le matériel neuf fourni et installé en remplacement d'équipements hors-service doit être identique à l'existant, ou totalement compatible avec ce dernier.

Le Titulaire effectue la programmation des installations suivant les instructions du représentant des ST.

#### 6.3.1.6. Raccordement à la terre

Afin d'assurer la sécurité des personnes, certaines préconisations doivent impérativement être respectées. Elles concernent le raccordement à la terre :

- De tous les chemins de câbles et gaines métalliques,
- Des armoires,
- Des équipements ou machines pour lesquelles il est prescrit,
- Des petits équipements de distribution et de commande le nécessitant,
- Des conducteurs PE des câbles.

Le raccordement à la terre est compris dans les prix des postes de Prestations concernés dans le BPU.

D'autre part, certains équipements métalliques, tels que les canalisations de chauffage ou de distribution d'eau, châssis métalliques de porte et fenêtre, structures métalliques accessibles du bâtiment, etc., à proximité d'installations et équipements électriques doivent impérativement être raccordés à la terre.

Le raccordement de ces équipements est compris dans les prix du BPU.

#### 6.3.1.7. Plans de récolement

Le Titulaire doit remettre à l'EFS-IDF les plans de récolement et schémas électriques des installations réalisées, installations aussi bien neuves que rénovées ou modifiées, en précisant l'implantation du matériel, le cheminement et numérotation des câbles, des armoires, etc., ainsi que la liste des matériels installés, leur documentation et notices techniques.

Il remet obligatoirement ces plans et listes sur support informatique au format PDF.

#### 6.3.1.8. Vérification avant Prestations ou remplacement d'appareillage

Le Titulaire est tenu d'effectuer toutes vérifications et contrôles nécessaires avant Prestations ou remplacement d'appareillage et équipement défectueux, et de signaler toute anomalie aux ST.

L'attention du Titulaire est attirée sur le respect des sensibilités des différentiels et de la sélectivité de l'installation, le calibre, le pouvoir de coupure, la courbe de déclenchement et la longueur et section des lignes protégées.

#### 6.3.1.9. Essais et contrôles des installations

Les disjoncteurs différentiels ou les blocs différentiels neufs installés en remplacement d'appareillage hors-service doivent impérativement être testés avec un appareil de mesure.

Ce test est compris dans les prix du BPU.

Tous Prestations ou toutes modifications doivent être contrôlés par un organisme de contrôle agréé et mandaté par l'EFS-IDF. Toutes remarques ou omissions sur les Prestations ou modifications réalisés nécessitant une nouvelle intervention est aux frais et à la charge du Titulaire.

#### 6.3.1.10. Dépose de produits comprenant des fibres d'amiante

La dépose de produits contenant des fibres d'amiante n'est pas prévue au Marché. Les Prestations nécessitant l'intervention d'une entreprise spécialisée ne font pas partie du présent lot.

#### 6.3.1.11. Astreinte des ST

Les ST assurent des interventions correctives 24h/24 et 7j/7 sur l'ensemble des établissements de l'EFS-IDF. La nature des interventions est multi-technique et reste dans la limite des connaissances techniques de l'intervenant des ST. Une astreinte dédiée aux installations électriques est nécessaire afin de compléter (ou de pallier) les actions menées par les ST.

#### 6.3.1.12. Astreinte du Titulaire

Le Titulaire met en place une organisation permettant une astreinte 24h/24 et 7j/7. L'intervention en astreinte a pour objectif de remettre en état de fonctionnement, même provisoire, l'installation défaillante. L'astreinte du Titulaire est déclenchée lorsqu'un représentant des ST n'est pas en capacité de remettre en état de fonctionnement l'installation.

Pour rappel, les délais d'intervention sont mentionnés à l'article 5.2.4 du CCTP.

#### 6.3.1.13. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,

- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installations, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tels que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant une installation spécifique, etc.

Les déchets électriques sont repris par le Titulaire, à charge pour celui-ci de les éliminer et/ou recycler et d'en apporter la preuve à l'EFS-IDF en fournissant le bordereau d'élimination.

## **6.4. Lot n°4 – Plomberies – Sanitaires**

### **6.4.1.1. Nature des Prestations**

Les Prestations à réaliser en matière de plomberies et de sanitaires portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- La dépose d'appareils sanitaires et de tuyauteries y compris l'évacuation des déchets en décharge publique,
- La fourniture et pose de sanitaires,
- La fourniture et pose de robinetterie pour évier, baignoire, douche, lavabo, bac lavabo ;
- Des prestations diverses, calorifugeage, tubes et collecteurs PVC, collecteurs fonte, accessoires et équipements de plomberie, gouttières,
- La fourniture et pose d'équipements d'arrosage,
- Des percements et réalisation de tranchées pour encastrement ou engravure,
- Toutes prestations prévues au BPU du lot n° 4.

Les Prestations à exécuter comprennent la coupure et remise en eau, le démontage et l'évacuation de l'appareillage existant, la fourniture, le transport, la mise en place, l'alimentation, le raccordement de tous les appareils et accessoires nécessaires à la sécurité et au bon fonctionnement des installations.

Il est compris également les essais déterminés dans les normes et règlements ci-après.

### **6.4.1.2. Normes et règlements**

Les Prestations sont réalisées conformément aux stipulations des normes, règlements et DTU en vigueur au moment de l'exécution, et en particulier des textes ci-dessous :

- DTU N° 60.1 : Prestations de plomberie et canalisations,
- DTU N° 60.33 : Evacuation des eaux usées et eaux vannes,

- DTU N°60.41 : Canalisation en polychlorure de vinyle chloré : Evacuation des eaux usées,
- DTU N° 60.2 : Canalisations en fonte,
- DTU N° 70.1 : Installations électriques,
- Règles professionnelles intersyndicales,
- Normes UTE, NFC 15.100,
- Normes NF D10.101 à 11.116, 12.101 à 12.107, 14.502, 14.509 : appareils sanitaires,
- NF D 18.001 et 18.201 avec additifs 1 et 1,
- NF A 51.120 : tubes en cuivre,
- NF T 54.003, 54.016 et 54.017 : tubes PVC,
- NF P 41.101 : terminologie des distributions d'eau chaude ou d'eau froide,
- NF P 41.102 : terminologie : évacuation des eaux usées,
- Normes NF C.29.064, 29.160 et leur suite,
- Le code de la plomberie,
- Règlement de sécurité et d'incendie dans les ERP,
- Règlement acoustique,
- Prescriptions et demandes formulées par les services publics tels que :
  - La DDASS,
  - La DDE,
- Protocole interne sur les risques aspergillaire.

Cette liste n'est en aucun cas limitative.

#### 6.4.1.3. Mise en œuvre des matériaux

La mise en œuvre des matériaux est effectuée dans les règles de l'art et selon les prescriptions des fabricants pour les ouvrages particuliers ou préfabriqués.

Elle est particulièrement soignée afin de respecter les affaiblissements thermiques, phoniques et les degrés coupe-feu.

Les joints et enduits de finition sont réceptionnés par le Titulaire, en présence des ST.

#### 6.4.1.4. Risque aspergillaire

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour respecter le protocole interne contre les risques aspergillaires.

#### 6.4.1.5. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installations, de dépose, de double transport ou de locations de matériels,
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage.

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main de d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tels que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant une installation spécifique, etc.

#### 6.4.1.6. Sélection du matériel de distribution

Les points spécifiques suivants doivent être impérativement respectés.

##### ➤ Tuyauteries d'alimentation

La nature des canalisations est déterminée en fonction des fluides à véhiculer et de l'environnement. Pour le réseau d'eau sanitaire seul le cuivre est autorisé.

Les assemblages sont réalisés suivant les règles en vigueur et suivant les préconisations du fabricant.

Les spécifications du DTU 60.2 doivent être scrupuleusement respectées.

##### ➤ Tuyauteries de vidange

La nature des canalisations est déterminée en fonction des fluides à véhiculer et de l'environnement.

Les assemblages sont réalisés suivant les règles en vigueur et suivant les préconisations du fabricant.

Les spécifications du DTU 60.2 doivent être scrupuleusement respectées.

##### ➤ Ventilations primaires des chutes et pente

Les réseaux d'eaux usées et d'eaux vannes sont prolongées hors toitures en ventilation primaire.

En cas d'impossibilité de sortie hors toiture de ventilation primaires, des clapets anti-refoulement peuvent être admis, sous réserve de l'accord des ST.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'amorçage des siphons des appareils et en particulier les évacuations de WC toujours raccordées en aval des autres appareils sanitaires. Ce collecteur unique est obligatoirement ventilé en tête.

Pente minimum des canalisations d'évacuation : 2 cm/m

##### ➤ Supports

Les colliers en 2 parties sont munis de bagues d'interposition en caoutchouc.

Les distances de supportage sont déterminées suivant les DTU en vigueur.

Les canalisations d'eau chaude doivent être posées de façon à permettre leur libre dilatation.

➤ Fourreaux

Passage des parois verticales à l'aide de fourreaux dépassant de 2 cm de part et d'autre. Ils ont un diamètre intérieur de 5 à 10 mm au diamètre extérieur de la canalisation qu'ils protègent.

Passage des planchers à l'aide de fourreaux dépassant de 5 cm au-dessus et 2 cm en-dessous. Ils ont un diamètre intérieur de 5 à 10 mm au diamètre extérieur de la canalisation qu'ils protègent.

Espace entre tube et fourreau soigneusement garni de matériaux résilient. Bourrage au plâtre dans les traversées coupe-feu.

Pour chaque traversé de plancher un socle béton d'une épaisseur minimum de 7 cm doit être mis en place afin de se prémunir d'infiltration d'eau.

➤ Calorifuges

Tous les calorifuges employés sont classés M1.

Toutes les canalisations d'EF empruntant un volume mal ventilé (gaines techniques, faux-plafonds, galeries techniques, etc...) ou situées dans un local chaud et humide, comportent un calorifuge anti-condensation de type ARMAFLEX ou équivalent de 19 mm d'épaisseur classé M1, en tube non fendu.

Calorifuge antigel avec protection de toutes les canalisations exposées au risque de gel (vide sanitaire faiblement ventilé par exemple).

Les conduites d'eau chaude sont calorifugées par des coquilles laine de roche épaisseur 30mm minimum avec recouvrement en PVC.

Seules les antennes terminales peuvent être calorifugées par des tubes de mousse non fendus.

➤ Appareils sanitaires

Tous les appareils sanitaires sont équipés de siphon plastique et de bonde laiton, bouchon à chaînette.

Des vannes d'arrêt doivent être installées en amont de chaque appareil.

➤ Robinetterie

Un limiteur de température doit pouvoir être installé sur chaque mitigeur.

Les lavabos et lave-mains doivent être équipés d'une butée économique ½ débit.

➤ Pommeaux de douche

Doivent être installés avec un limiteur de débit 9 litres/min.

- Limitation du risque légionnelles

➤ Réseaux d'eau chaude sanitaire

Les retours de boucle d'eau chaude doivent être au plus près des points de puisage.

Chaque réseau bouclé doit disposer en tête :

- D'une vanne d'isolement type boisseau sphérique,
- D'une vanne d'équilibrage avec mesure de débit, type TA STAD, avec clapet anti retour et vanne d'isolement,

- D'un débit minimal de bouclage de 100l/h,
- De points de vidange et d'injection à des fins de désinfection.

➤ Réseau d'eau froide

Chaque antenne doit alimenter en dernier lieu le point d'usage le plus utilisé (toilettes du personnel par exemple).

Les collecteurs sont à calorifuger.

Toutes les Prestations sur les réseaux d'eau froide sanitaire ou d'eau chaude sanitaire nécessitent des plans d'exécutions au format DWG (de type Autocad ou équivalent) à faire valider par les ST avant toutes interventions.

## **6.5. Lot n°5 – Démolitions – Maçonneries**

### **6.5.1.1. Nature des Prestations**

Les Prestations à réaliser en matière de maçonneries et démolitions portent principalement sur les postes de Prestations suivants :

- Construction de murs et de murets,
- Ouverture d'un mur, percement d'une fenêtre ou d'une porte,
- Maçonnerie gros œuvre ; coffrages, aciers, coulage de béton et montage d'agglos :
  - Prestations de terrassement,
  - Ouverture de tranchée,
  - Réalisation des linteaux avec mise en place des ferrailles suivant DTU recommandé,
  - Création des jambages et du seuil,
  - Construction de murs en pierre,
  - Reprise des murs existants, rebouchage ou fermeture de baie,
  - Fourniture et pose d'escalier,
- Maçonnerie finition ; ravalement de façade, enduit de façade, ragréages, chapes de sols.
- Réfection de voirie :
  - Fourniture et pose de caniveaux,
  - Fourniture et pose de bordure d'allée.

Les postes de Prestations font l'objet d'un descriptif précis dans le BPU du lot n° 5.

### **6.5.1.2. Documents généraux de référence**

Les prix du BPU tiennent compte :

- Des normes en vigueur,
- De la mise en œuvre suivant les règles de l'art,
- Du respect des prescriptions prévues par les DTU,



- Des règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers,
- De l'ensemble des documents et textes auxquels les ouvrages sont soumis.

Le marquage « CE » est insuffisant. Le Titulaire doit donc fournir, sur demande des ST, les certificats ou attestations de conformité aux normes.

Tous les équipements et matériels non conformes aux normes et règlements sont refusés et doivent être remplacés ou mis en conformité aux frais du Titulaire.

#### 6.5.1.3. Mise en œuvre des matériaux

La mise en œuvre des équipements et matériels est effectuée dans les règles de l'art et selon les prescriptions des fabricants pour les équipements particuliers ou préfabriqués.

Tous les équipements et matériels sont fournis neufs et posés, sauf spécifications contraires. Leur mise en œuvre comprend l'implantation, le tracé, toutes les fournitures nécessaires à leur fonctionnement ainsi que toutes sujétions de mise en œuvre.

#### 6.5.1.4. Plans de récolement

Le Titulaire doit remettre à l'EFS-IDF, les plans de récolement et schémas des Prestations réalisés, installations aussi bien neuves que rinnovées ou modifiées.

Il remet obligatoirement aux ST ces plans et listes sur supports informatique au format PDF.

#### 6.5.1.5. Vérification avant Prestations ou remplacement d'appareillage

Le Titulaire est tenu d'effectuer toutes vérifications et contrôles nécessaires avant Prestations ou remplacement d'appareillages, et de signaler toute anomalie aux ST.

#### 6.5.1.6. Dépose de produits comprenant des fibres d'amiante

La dépose de produits contenant des fibres d'amiante n'est pas prévue au Marché.

Les Prestations nécessitant l'intervention d'une entreprise spécialisée ne font pas partie du présent lot.

#### 6.5.1.7. Evaluation des Prestations

Toutes les évaluations unitaires du présent lot sont applicables à la surface ou à la longueur non développée des ouvrages.

Les ouvrages et sujétions inclus dans les prix du BPU sont :

- La main d'œuvre et toutes les sujétions associées,
- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article,
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires,
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales,
- Les frais d'installation, de dépose, de double transport ou la location de matériels,



- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans emploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions et l'enlèvement des gravois à la décharge, le bâchage...

A contrario, les ouvrages et sujétions non inclus dans les prix du BPU sont :

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le CCTP,
- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution tel que le levage à l'aide de matériel spécial, la pose nécessitant une installation spécifique, etc.

## **7. SURVEILLANCE DES CHANTIERS**

Le Titulaire est responsable de la surveillance de son matériel, de ses matériaux et de ses ouvrages ainsi que de la protection et de la sécurité du chantier.

Il lui appartient toutefois de signaler par écrit (mél ou courrier postal) aux ST tout risque potentiel engendré par la réalisation de ses Prestations pour les ouvrages existants, la sécurité des personnes et des biens et les fonctions de l'équipement. Ces risques doivent être signalés par le Titulaire dès qu'il en a connaissance.

Dans le cadre des Prestations et afin de respecter la qualité du service, le Titulaire est soumis à des contraintes générales qu'il s'engage à respecter pour la réalisation desdits Prestations :

- Le respect des normes de sécurité des personnes et des biens,
- La nécessité de limiter le plus possible le bruit (décibels),
- La nécessité de maîtriser les poussières induites par les Prestations,
- La nécessité d'informer sans délai les représentants du site ou des ST de tous aléas ou incidents,
- La mise en place et le contrôle de l'efficacité des dispositifs de fermeture du chantier.

Pour les interventions nécessaires sur les différents réseaux ou en cas de nécessité, le Titulaire prend contact avec les ST.

## **8. POLITIQUE QUALITE DE L'EFS-IDF**

Dans le souci d'une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l'EFS-IDF, il est mis en place un système d'évaluation et de suivi des Prestations basé sur l'analyse d'indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d'évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l'EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s'engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de son envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d'audits de ses Prestations et s'engage à :

- Tenir l'EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d'assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s'y rapportant ;

- Fournir, le cas échéant, toutes les pièces relatives au processus d'approvisionnement, de fabrication, de contrôle de la qualité et de livraison mis en œuvre par les sous-traitants auxquels il recourt ;
- Maîtriser les différents maillons de la chaîne de production et de distribution afin de produire un produit de qualité ;
- Actualiser et transmettre à l'EFS-IDF les documents et informations relatifs aux fournitures.

## **9. DELAIS APPLICABLES**

Les délais mentionnés dans le CCTP sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s'est engagé dans sa proposition technique à des délais plus favorables à l'EFS-IDF. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables.

## **10. PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS**

### **10.1. Plan de prévention**

Conformément à la réglementation, un plan de prévention est établi entre l'EFS-IDF et le Titulaire de chaque lot avant le début des Prestations. Il est renouvelé chaque année ou à chaque modification impactant la sécurité. Une fois validé, le Titulaire de chaque lot s'engage à transmettre ces documents à son personnel chargé de la réalisation des Prestations.

Chaque Titulaire doit faire respecter par son personnel les mesures de sécurité et les procédures applicables dans l'enceinte des différents sites de l'EFS-IDF où les prestations doivent être réalisées (EPI, EPC, plateforme de travail en hauteur sécurisée...).

### **10.2. Equipements de protection**

Lorsque l'analyse des risques du plan de prévention mentionne le besoin d'utiliser des équipements de protection (EPC ou EPI tels que les chaussures de sécurité, les gants, les lunettes de protection ou une tenue de travail adaptée), les intervenants doivent obligatoirement les utiliser lors des étapes à risques.

De plus, quelle que soit la nature de l'intervention, le port de chaussures fermées au bout et sur le dessus du pied est obligatoire dans les zones medicotechniques.

L'accès peut être interdit aux personnels ne respectant pas le port des EPI. Une NCR peut parallèlement être envoyée au Titulaire à cet effet.

### **10.3. Réalisation d'intervention par points chauds et permis de feu**

L'établissement d'un permis de feu est obligatoire quotidiennement pour toutes Prestations par points chauds (soudures, tronçonnage...). Le permis de feu est à demander à l'EFS-IDF dès l'arrivée sur site (délai de prévenance de 2 jours ouvrés hors urgences et astreintes).

Le Titulaire Prestations par points chauds fournit à ses opérateurs un extincteur vérifié, par poste de travail et d'un type spécifique aux Prestations à exécuter. L'obtention des permis de feu est soumise à cet impératif.